

Rubriques

Actes unilatéraux et contrats

Jurisprudence

- La recevabilité des demandes de déclaration de nullité des contrats administratifs, par Michel de GUILLENCHMIDT 591
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 4 mai 1990, *Compagnie industrielle maritime*)

Collectivités locales

Les subventions des collectivités locales aux établissements scolaires

1. Les subventions d'investissement à l'enseignement privé, par Patrick FRYDMAN 598
(Concl. sur Cons. d'Ét., Assemblée, 6 avr. 1990 [2 espèces], 1) *Ville de Paris, École Alsacienne*, 2) *Département d'Ille-et-Vilaine*)
2. Les subventions de fonctionnement aux écoles publiques, par Martine LAROQUE 612
(Concl. sur Cons. d'Ét., 26 mars 1990, *Ville de Montfermeil*)

Jurisprudence

- Droit d'un élève d'une école privée sous contrat au transport scolaire départemental, par Jean-Paul BRISEUL 616
(Concl. sur Trib. adm. Clermont-Ferrand, 20 avr. 1989, *M. Bouchon c/ Département du Puy-de-Dôme*)

Contentieux

Jurisprudence

- La représentation de l'État en appel et le contrôle de la légalité des actes des collectivités locales, par Ronny ABRAHAM 621
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 2 mars 1990, *Commune de Boulazac*)

Droit public économique

Jurisprudence

- La distribution du gaz et les régies et sociétés d'économie mixte locales, par François COLLY 627
(Note sous Cons. d'Ét., 28 mars 1990, *Commune de La Réole et autres c/ GDF*)

Urbanisme

Étude

- Le Médiateur et l'urbanisme, par Michel LE CLAINCHE 635

Droit administratif et droit international

- Actualité législative et réglementaire*, 642

- Actualité jurisprudentielle*, 647
par David RUZIÉ

Droit administratif et finances publiques

Jurisprudence

- Le contentieux des redevances domaniales pour occupation du domaine public, par Olivier FOUQUET 649
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 22 déc. 1989, *Chambre de commerce et d'industrie du Var*)

Arrêts et avis récents du Conseil d'État

- par Philippe TERNEYRE 660

Période du 15 mai au 15 juillet 1990

Tables

- 686

Alphabétique de matières et chronologiques de textes et de jurisprudence

Correspondance concernant la rédaction

Revue française
de droit administratif
Daloz, 11, rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 53 48

Abonnements

(joindre paiement à l'ordre de Daloz-
messageries aeriennes sur demande.)

Abonnement annuel partant
du 1^{er} numéro de l'année
6 nos 1990
France et D.O.M. : 515 F
Étranger : 590 F

Administration et abonnements

Daloz, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 54 54

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la
livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le
service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pen-
dant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

revue française de droit administratif

Titre de la revue	
Code de la revue	
Année	1990
Volume	48.812
Numéro	2-75

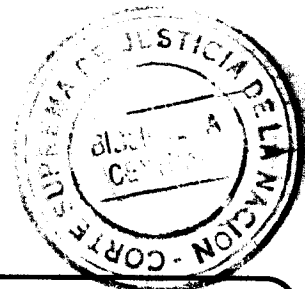


Table des matières

Rapport du Conseil d'État sur l'exécution des décisions des juridictions administratives (décembre 1989)	481
Documents	505
Étrangers : libre circulation, reconduite à la frontière, extradition, allocations	515
L'immigration et la libre circulation des personnes en Europe : enjeux et perspectives, par Jean-Christophe PEAUCELLE	516
La légalité des décisions de reconduite des étrangers à la frontière, par Ronny ABRAHAM (Concl. sur Cons. d'Ét., 23 févr. 1990, <i>M. Sioui</i>)	525
La décision de reconduite à la frontière et le contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation, par Jean-Paul FAUGÈRE (Concl. sur Cons. d'Ét., Assemblée, 29 juin 1990 [2 espèces], 1) <i>Préfet du Doubs</i> , 2) <i>M. Imambaccus</i>)	530
La décision de reconduite à la frontière et le sursis à exécution, par Charles de LA VERPILLIÈRE (Concl. sur Cons. d'Ét., Assemblée, 29 juin 1990 [2 espèces], 1) <i>M. Cemal Engin</i> , 2) <i>M. Mongi Hablani</i>)	543
Documents	550
L'autorité des décisions juridictionnelles refusant la qualité de réfugié en matière d'extradition, par Ronny ABRAHAM (Concl. sur Cons. d'Ét., 28 juill. 1989, <i>M. Jesus Maria Osa Arocena</i>)	558
Document : Loi n° 90-550 du 2 juillet 1990, obs. F. M.	562
L'interdiction d'extrader en cas d'amnistie des faits dans l'État requérant, par Ronny ABRAHAM (Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 29 sept. 1989, <i>M. Sebastiano Saia</i>)	564
La recevabilité du moyen fondé sur une réserve à une convention d'extradition, par Ronny ABRAHAM (Concl. sur Cons. d'Ét., 27 oct. 1989, <i>M. Picabea Burunza</i>)	571
Une allocation de congé parental d'éducation peut-elle être refusée aux étrangers?, par Daniel LÉVIS (Concl. sur Cons. d'Ét., 30 juin 1989, <i>Ville de Paris, Bureau d'aide sociale de Paris c/ M. Lévy</i>)	575
Documents	580

rtfa

1990

Bimestrielle

6^e année

Juillet-Août

Pages 481-686

 **sirey**